

– LUTTE DE CRASSE –



D'INCIDENTS EN INCENDIE

LES INCIDENTS SE SUCCÈDENT DANS LA PRISON POUR SANS-PAPIERS du Canet à Marseille : refus d'embarquement, destructions de matériel, incendie, résistances individuelles et collectives. Le centre est surpeuplé, les flics insultent et tabassent quotidiennement. Les retenus sont gavés de médicaments (anxiolytiques...). Les tentatives de suicides et les actes d'automutilation sont courants. Lorsqu'ils résistent aux expulsions, ils sont ligotés et bâillonnés au scotch. La bouffe est périmée, etc. La lutte à l'intérieur trouve un écho à l'extérieur : prises de contacts avec les retenus, relais de la situation, soutien juridique, opposition à des expulsions, parloirs sauvages, rassemblements...

SI NOUS LUTTONS AUX COTÉS DES RETENUS, ce n'est pas pour obtenir de meilleures conditions de rétention, mais pour détruire toutes les prisons. Si nous dénonçons les violences policières, ce n'est pas pour réclamer une police respectueuse des droits de l'homme. La fonction de la police, c'est de protéger la violence des intérêts des classes dominantes, c'est de défendre la violence de la propriété privée, d'empêcher toute tentative de révolte, de nous forcer par la peur et la répression à accepter les règles d'un jeu truqué. La violence de ce système nous la subissons tous les jours et les gardiens de la paix sont les gardiens de la guerre sociale contre les pauvres.

DANS LES RAPPORTS DE DOMINATION ET D'EXPLOITATION CAPITALISTE, les sans-papiers sont utilisés par l'État-patron pour faire baisser le prix de la main-d'œuvre et niveler vers le bas l'ensemble des conditions de travail. Les sans-papiers sont une population utilisée dans le but de normaliser et faire accepter les dispositifs de contrôle qui s'étendent à toutes les classes dominées (raffles dans les quartiers, fichage systématique et international...).

Être solidaire des sans-papiers en lutte, c'est comprendre que nous avons les mêmes intérêts contre ce système qui nous domine et nous exploite.

Être solidaire des sans-papiers en lutte, c'est se battre contre l'ensemble des dispositifs de contrôle et de répression que nous subissons.

Être solidaire des sans-papiers en lutte, c'est lutter contre les séparations, celles qui font que les pauvres s'entre-tuent pendant que la domination s'étend.

- brèves des frontières - émissions de radio - texte & tract - affiches - journaux muraux - brochures - agenda & initiatives -

Sans Papiers Ni Frontières est un blog où l'on peut trouver des textes et des informations contre les centres de rétention et les frontières, ceux qui les gèrent et les construisent, sur la société qui les génère. Sont mis à jour régulièrement des rendez-vous de manifestations, discussions et autres initiatives ainsi que des infos sur les frontières, les luttes et les révoltes dans les prisons pour étrangers.

révélé dans la prison pour étrangers
de Paris (Jude, mai 2010)

<http://sanspapiersnifrontieres.noblogs.org/>

contre les frontières et leurs prisons

CHRONOLOGIE NON EXHAUSTIVE DES DERNIERS JOURS :

LUNDI 27 AOÛT

Pendant le repas du soir, les retenus énervés de manger toujours la même merde (nourriture périmée et non hallal) foutent le bordel dans le réfectoire. Ils jettent la nourriture par terre et dans la gueule des quelques flics présents. Très vite d'autres flics arrivent, armés de matraques électriques qu'ils utilisent sur au moins un retenu. Les retenus n'ont pas le choix, ils nettoient.

MERCREDI 29 AOÛT

À 3h du matin un retenu est réveillé par les flics qui lui ordonnent de faire son sac et l'embarquent pour une expulsion vers la Tunisie.

Un retenu tente de se pendre après avoir appris la décision de son expulsion. Il est conduit à l'hôpital et ramené au CRA quelques heures plus tard.

JEUDI 30 AOÛT

Un retenu qui avait déposé une plainte auprès de Forum Réfugiés, contre un flic qui l'avait étranglé, demande la plainte sur papier pour son avocat. Forum Réfugiés dit qu'ils n'ont pas enregistré la plainte sous prétexte de ne pas porter de tort au retenu ! L'avocat intervient, il devra se déplacer au centre avec un interprète afin que Forum Réfugiés enregistre la plainte. Encore une fois, Forum Réfugiés choisi son camp.

VENDREDI 31 AOÛT

Cinq flics tabassent et menacent le retenu qui a déposé plainte la veille.

SAMEDI 1^{ER} SEPTEMBRE

Tentative d'expulsion vers la Turquie. Arrivé dans l'avion le retenu refuse d'embarquer. Il est ramené au centre.

Pendant le repas de midi, les retenus s'aperçoivent que sur l'emballage des barquettes, il y a une étiquette collé sur la première qui est déjà périmé de quelques jours, du 28/08/2012, la seconde indique une péremption le 02/09/2012. Les retenus en colère refusent de manger et jettent toute la nourriture par terre et dans la gueule des flics. Sous la menace, ils sont encore contraints de ramasser.

À 21h, le feu est mis à des matelas dans la salle commune du premier étage. Le circuit électrique de la salle commune brûle entièrement, faisant exploser la télévision collective. En entendant crier « au feu », les retenus des autres blocs empilent des matelas à l'intérieur des salles communes, mais la police intervient assez vite. Les retenus du premier étage sont évacués et entassés dans une salle commune du rez-de-chaussée. Les pompiers arrivent et maîtrisent l'incendie qui ne se propage pas aux autres étages, mais le bloc qui a pris feu est inutilisable. Une enquête est immédiatement ouverte et après avoir visionné les caméras, les flics embarquent un retenu en Garde À Vue. Un autre retenu est mis à l'isolement. Les retenus de l'étage qui a pris feu sont dispersés dans les cellules des autres blocs, ils se retrouvent à cinq ou six dans des cellules prévues pour deux.

DIMANCHE 2 SEPTEMBRE

Audience du Juge (de la Liberté) et de la Détention. Des personnes sont présentes en soutien à un retenu. Quatre retenus passent devant le juge. Pour tous il ordonne la prolongation de la rétention pour vingt jours. L'avocat commis d'office est catastrophique, en plus, il menace les personnes en soutien de faire appel aux keufs s'ils lui parlent mal !

Les flics tentent de nouveau d'expulser le retenu qui a résisté samedi à son expulsion vers la Turquie. Il résiste encore une fois et est encore une fois reconduit au centre.

LUNDI 3 SEPTEMBRE

Arrivés de renforts policiers dans le centre, les effectifs sont doublés. Les flics procèdent à des interrogatoires de tous les retenus du premier étage ainsi que de quelques retenus du rez-de-chaussée.

À 10h, des personnes vont visiter un retenu au parloir. À leur arrivé au centre, elles constatent une forte présence policière. Elles sont minutieusement fouillées. À 15h, ces mêmes personnes retournent au centre pour visiter le même retenu. À l'entrée, un flic affirme qu'un autre retenu, « ami » du retenu que ces personnes sont venues voir, les attend pour un parloir. Les personnes sentent venir le piège. Elles pensent que les flics veulent peut-être leur faire rencontrer une « balance ». Elles répondent qu'elles ne comprennent pas de quoi il s'agit, et insistent pour voir la personne qu'elles sont venues visiter. Contrairement au matin même elles ne sont pas du tout fouillées. Par contre, à la sortie du parloir, on leur demande de patienter le temps d'une « vérification » sur le retenu visité. Le retenu est fouillé, les flics lui disent : « il est où le briquet, est-ce qu'elles t'ont passé un briquet? », « si tes amis foutent le bordel dehors, c'est toi qui prend ».

MARDI 4 SEPTEMBRE

Encore beaucoup de flics dans le centre suite à l'incendie. Les retenus se sont refait interroger toute la journée. Le retenu placé à l'isolement suite à l'incendie est libéré à 10h. Il a été tabassé pendant son isolement, il portait des marques de coup sur tout le corps, sauf le visage... Le retenu placé en GAV suite à l'incendie passe en comparution immédiate dans l'après-midi : il prend 8 mois ferme de prison et 1600 euros d'amende. Le proc a souligné qu'il purgera sa peine en totalité et qu'il sera expulsé à sa sortie.

MERCREDI 5 SEPTEMBRE

Un retenu va voir le médecin pour faire constater une marque sur l'avant bras, une brûlure due à un coup de matraque électrique. Expulsion de deux retenus vers l'Algérie. Une dizaine de personnes se donnent rendez-vous à l'aéroport de Marignane. Avec l'aide des passagers, ils s'opposent à l'expulsion. Retour des deux retenus au centre de rétention. Vers 16h30, un flic propose un jus de fruits à un retenu identifié par les keufs comme « meneur » des actions de résistance collective. Tout de suite après, sa tête tourne, il s'écrase sur son lit jusqu'au lendemain 13h30. Pendant ce temps là, deux retenus dont il était proche, se font ligoter et expulser dans le speed, sans qu'ils n'aient été prévenus.

JEUDI 6 SEPTEMBRE

Le retenu identifié comme « meneur et faisant le lien avec l'extérieur » est libéré. Lors de sa rétention, ce retenu avait été harcelé, drogué et tabassé à plusieurs reprise, pour l'empêcher de lutter. Les flics lui mettaient la pression en lui disant que s'il se passait quoi que ce soit à l'extérieur, il en paierait les conséquences. Une des raisons de sa sortie, c'est de mettre un terme à l'enquête en cours suite à sa plainte contre les violences qu'il subissait. Pour une fois dans le centre, les images des caméras ne sont pas au service des flics... À sa sortie, le retenu est convoqué par la commandante du centre qui lui dit qu'elle le libère pour qu'il n'y ait pas de rassemblement samedi 8 septembre. Les flics espèrent que la mobilisation autour du centre s'arrête là, et bien c'est raté !

SOLIDARITÉ ACTIVE CONTRE LES EXPULSIONS !



Le 5 septembre 2012, une dizaine de personnes se donnent rendez-vous à l'aéroport de Marignane pour s'opposer à l'expulsion de A. détenu au centre de rétention du Canet. Il avait manifesté son intention de résister et son envie de soutien lorsque nous étions allés le voir au parloir.

Arrivés à l'aéroport, nous repérons le vol et les guichets d'enregistrement et commençons à parler aux passagers. Nous nous adressons à tous, familles, jeunes et vieux, pour leur expliquer la situation de A., ce qu'il laisse ici, qu'il ne trouvera rien ni personne en Algérie. Nous leur expliquons aussi ce qu'il se passe au centre du Canet et les informons des conditions de rétention. Les personnes abordées sont, à quelques exceptions près, plutôt réceptives au message. Certaines même nous assurent qu'elles vont réagir. L'une d'entre elles a déjà été témoin de trois refus d'expulsion. Fort de son expérience il encouragera d'autres passagers.

Fin de l'enregistrement, une longue attente commence derrière les vitres qui donnent sur le tarmac. Nous sommes en contact avec des passagers en salle d'embarquement et avec A. qui avait gardé son téléphone dans les locaux de la PAF. Les flics amènent dans l'avion deux détenus menottés avant que les passagers n'embarquent. A. refuse l'expulsion, les flics en prennent acte puisqu'il s'agit du premier refus et le débarquent. L'autre retenu reste dans l'avion où les passagers qui ont pu s'organiser dans la salle d'embarquement s'opposent à l'expulsion. Le détenu redescend donc aussi de l'avion sans qu'il n'ait eu besoin de manifester son refus (ce qui entraîne parfois une Interdiction du Territoire Français).

Retour au centre de rétention...

DE L'INTÉRIEUR

LA VIE DANS LE CENTRE

« Ils nous frappent beaucoup, et ils nous menacent. Ils nous traitent comme de la merde, en ce moment, tous les jours ils fouillent nos cellules, ils nous frappent et foutent tout en l'air, ils ouvrent les cellules à 6h du matin et les ferment à 23h, c'est une cage à poules. Pendant le ramadan, ils ne voulaient pas donner aux gens leurs médicaments, ils donnent peu de bouffe et même pas hallal, le médecin vient seulement une heure par semaine. Si quelqu'un proteste, ils lui donnent des cachets et l'isolent dans une pièce. »

LES EXPULSIONS

« Ils ont expulsé François et un autre mec en même temps. Ils les ont entourés de scotch, et ils les ont expulsés un matin. »

LES COUPS DE PRESSION

« Les gens voudraient s'évader, mais là c'est difficile. Ils ont ajouté des flics en renfort, il y a beaucoup de surveillance en ce moment, si tu voyais à quel point c'est surveillé, t'aurais le vertige, y a plein de flics. »

« Le matin ils m'ont emmené au tribunal, à 8h30, on était trois, ils nous ont menottés les uns aux autres, j'ai protesté, ils m'ont dit «toi tu parles beaucoup alors que les autres se taisent » et ils m'ont fait entrer seul dans un bureau, ils m'ont dit «écoute, attention on connaît tout sur toi et on connaît tes amis qui sont dehors, on sait tout sur eux, et bientôt on pourra t'envoyer au Baumettes. »

L'INCENDIE ET SES SUITES

« Samedi, à 21h, après le dîner, un feu a été allumé au deuxième étage, et le bloc du deuxième étage a brûlé en entier, ils ont mis tous les retenus de ce bloc dans les deux blocs du bas. Du coup, ils ont mis 3, 4, 5 retenus dans chaque cellule et on dort tous par terre. Ils ont arrêté un algérien, ils l'ont envoyé aux Baumettes, et il y a des gens qui ont été mis à l'isolement. Ils sont en train de faire une enquête, à chaque fois ils mettent quelqu'un à l'isolement et l'interrogent en lui parlant des images des caméras. Ils les menacent de les envoyer aux Baumettes à cause de l'incendie. On ne sait pas ce qu'il veulent en faire de ces gens qu'ils ont mis à l'isolement. Hier, ils sont venus chercher quelqu'un dans notre bloc en l'accusant d'avoir fait passer un briquet avec une ficelle du deuxième étage. On a dit qu'on avait vu aucun briquet passer dans notre bloc. (...) Ils nous menacent à longueur de temps, nous fouillent et fouillent nos cellules. Ils cherchent des briquets. Ils nous disent que si on fait entrer un briquet, on sera expulsés à coup sûr. Jusque-là on attend, on ne comprend rien à ce qui se passe. (...) Ils ont mis en renfort un nombre hallucinant de flics. C'est une nouvelle équipe, ils ne se comportent pas bien. Toutes les deux secondes ils interrogent quelqu'un et lui demandent s'il a briquet ou s'il sait qui a un briquet. »

FORUM RÉFUGIÉS : RAPACES ET CHAROIGNARDS DE LA MACHINE À EXPULSER...

Forum Réfugiés est l'une des cinq associations qui travaillent à l'intérieur des centres de rétention (CIMADE, France Terre d'Asile, l'Ordre de Malte, l'ASSFAM). Avec les médecins, ce sont les seuls intervenants civils dans les centres. Leurs fonctions sont soi-disant de suivre les dossiers juridiques des retenus et de les aider dans leurs recours, de veiller à ce que les conditions légales de rétention soient appliquées, de faire le lien avec les proches si les retenus le leur demandent...

Bien loin d'aider les retenus, ces associations servent de caution humanitaire à l'État.

Forum Réfugiés ne se contente pas seulement d'être un vautour de la machine à expulser et de se payer des salaires sur le dos des migrants enfermés. Forum Réfugiés est acteur de cette machine, au même titre que la police, les entreprises qui participent aux expulsions, celles qui travaillent dans les centres ou qui les construisent (Bouygues, Sodexo, Accords, Air France, SNCF, SNCM, CTN, etc.).

Ces derniers temps au centre de rétention du Canet à Marseille, cette association s'est particulièrement appliquée à saboter les démarches juridiques et administratives des retenus. Des recours sont envoyés avec quelques minutes fatidiques de retard, alors qu'ils étaient en mesure de faire ces envois dans les temps. Des formulaires de demandes d'asile sont fournis une fois sur deux. Des plaintes déposées par les retenus ne sont pas enregistrées. Forum refuse de communiquer aux proches certains renseignements, notamment concernant les dates d'expulsion. Ils vont même jusqu'à nier, devant un avocat, l'incendie du 1^{er} septembre.

Pour qu'ils pondent un communiqué sur les conditions de rétention, il aura fallu qu'il y ait presque mort de femme, cet été.

Vêtue d'un uniforme, d'une blouse blanche ou d'une étiquette humanitaire, la répression sera toujours la répression, ses agents serviront toujours les intérêts de l'État.

LA MEILLEURE DES POLICES NE PORTE PAS L'UNIFORME

COMMENT CONTACTER LES RETENUS ?

Les retenus ont droit à deux visites d'une demie-heure par jour. Pour cela, il faut se rendre au centre de rétention (avec des papiers d'identité!) et demander à voir une personne précise, c'est à dire connaître le nom qu'il a donné.

On peut amener aux retenus de la nourriture (sous emballage), des cigarettes, des recharges de téléphone, etc.

Dans le centre, les retenus ont le droit à un téléphone portable qui ne fait ni appareil photo ni caméra (afin que des images dérangeantes du centre ne puissent sortir).

Il y a aussi des cabines de téléphone, ce sont les retenus qui répondent :

04 91 42 34 86 – 04 91 63 13 05 – 04 91 81 17 58 – 04 91 81 39 54

04 91 67 41 56 (Bloc des femmes) – 04 91 81 45 89 (Bloc C)

04 91 67 93 29 (Bloc D) – 04 91 67 94 06 (Bloc C)

04 91 81 53 12 (Bloc D)

La solidarité est une arme

contact : luttedecras@riseup.net

